



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6 avenue du Général de Gaulle
CS90254
43009 Le Puy-en-Velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 29/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ASOLTECH MCE

Route d'Yssingaux
43600 Sainte-Sigolène

Références : UiD4243-EAR-26-171
Code AIOT : 0005601739

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2026 dans l'établissement ASOLTECH MCE implanté ROUTE D'YSSINGEAUX 43600 Sainte-Sigolene. L'inspection a été annoncée le 27/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite faisait suite à une plainte reçue par courrier le 27 avril 2026

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASOLTECH MCE
- ROUTE D'YSSINGEAUX 43600 Sainte-Sigolene
- Code AIOT : 0005601739
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Metal Color Europe est spécialisée dans le traitement de surface en utilisant des techniques de thermolaquage et de peinture liquide. L'entreprise dispose également d'installations permettant la préparation des supports par traitement chimique ou mécanique

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Règles d'aménagement	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 8.1.1	Sans objet
2	Collecte des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 4.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les éléments rapportés dans la plainte ont fait l'objet d'une vérification. Malgré la présence de liquide dans la zone de rétention, la grille d'évacuation désignée comme point de rejet est recouverte d'une plaque métallique ne permettant pas de l'utiliser comme tel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Règles d'aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 8.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Atelier traitement de surface
Prescription contrôlée : Le sol des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides contenant des acides, des bases, des sels (...) ou contenant des substances très toxiques ou toxiques (...) sont munis d'un revêtement étanche et inattaquables. Ils sont aménagés de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche. (...)
Constats : Dans la plainte reçue par courrier le 27 avril 2026, le plaignant faisait état d'une pollution potentielle liée au tunnel de traitement (rejet en geyser au niveau des cuves de produit, effet chéneau sur les pièces longues faisant goutter le produit de traitement dans la rétention, trous dans la dalle de rétention, pompe de relevage rejetant les liquides répandus dans la zone de rétention directement dans une grille d'évacuation reliée au réseau d'eau). Lors de la visite, il a été constaté la présence de liquide dans la zone de rétention. L'exploitant a indiqué qu'effectivement, il pouvait arriver que du liquide soit répandu dans cette zone, notamment en lien avec les buses d'arrosage qui pouvait se dérégler. Néanmoins, aucun trou n'a été vu dans la zone de rétention. Aucune pompe de relevage n'était présente et la grille d'évacuation reliée au réseau d'eau ne permet pas l'évacuation directe de produit. En effet, elle a été recouverte d'une plaque métallique l'étanchéifiant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Collecte des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets directs effluents pollués
Prescription contrôlée : (...) Les rejets directs ou indirects d'effluent dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.
Constats : Dans la plainte reçue par courrier le 27 avril 2026, le plaignant indiquait une éventuelle pollution du réseau d'eau pluviale. L'exploitant réaliserait des opérations de nettoyage des crochets d'arrimage des pièces à traiter directement au dessus d'une grille d'évacuation d'eaux pluviales (présence d'epoxy). Le jour de la visite, la grille d'évacuation considérée était propre, à l'exception de traces de pollen.
Type de suites proposées : Sans suite

Zone de rétention et grille recouverte



Grille extérieure

